

aux analyses en termes de mentalités, mais ne doit pas non plus s'interdire de penser les grandes distinctions culturelles nationales. En pratique, il n'y échappe pourtant pas complètement, faisant reposer son explication, en dernier recours, sur la force de la distinction entre « bons » et « mauvais » pauvres, selon lui structurellement ancrée dans les mentalités étasuniennes. Peut-être aurait-il pu prévenir ce risque en évoquant l'origine de ces catégories, et en particulier les modalités de leur diffusion et de leur permanence dans le temps. Surtout, il aurait probablement pu s'en prémunir en étudiant encore un peu plus les usages de ces catégories et ceux qui les mobilisent : sont-elles propres à la société étasunienne, à un segment de l'électorat, ou à sa classe dirigeante ? Sont-elles véritablement des déterminants de l'action, ou simplement un registre légitime pour l'expression d'intérêts (matériels) moins dicibles ? S'il ne répond pas entièrement à toutes ces questions, l'ouvrage les pose néanmoins avec une acuité particulière. *In fine* c'est à une réflexion approfondie sur ce qu'est une « idée » (du projet objectivé en politique publique à de grandes représentations nationales) et sur l'étude des mécanismes de sa transmission qu'invite un ouvrage que liront avec profit les spécialistes des États-Unis, de la protection sociale ou de l'histoire des idées politiques<sup>1</sup>. Il pourra tout autant intéresser les chercheurs intéressés à une plongée empiriquement fondée dans certains débats contemporains de la « sociologie culturelle », sous-champ dynamique outre-Atlantique à l'heure actuelle<sup>2</sup>.

ÉTIENNE OLLION

1 - Pour le public français, il vient efficacement compléter le tableau brossé par Romain Huret des « experts de la pauvreté ». Voir Romain HURET, *La fin de la pauvreté ? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis, 1945-1974*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2008.

2 - Sur ce point, on se permet de renvoyer au chapitre qu'on y consacre dans Angèle CHRISTIN et Étienne OLLION, *La sociologie aux États-Unis aujourd'hui*, Paris, Éd. La Découverte, 2012.

### Romain Huret

*La fin de la pauvreté ? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis, 1945-1974*

Paris, Éd. de l'EHESS, 2008, 237 p.

À l'heure actuelle, les chercheurs en sciences sociales sont de plus en plus largement sollicités pour des travaux d'expertise. Ici ou là, le savant est mis à contribution sur la base de ses compétences scientifiques pour émettre un avis sur les activités de l'État, évaluer les politiques publiques ou même les concevoir. Ces interventions produisent deux ensembles de critiques opposées, mais comparables par leur rejet de cette expertise. L'une insiste sur le pouvoir absolu et excessif donné à des scientifiques éloignés de la réalité, tandis que l'autre stigmatise leur inutilité et leur naïveté face au pouvoir politique. Le propos de ce livre est de réhabiliter scientifiques et experts à travers, paradoxalement, l'histoire d'un échec : la lutte contre la pauvreté dans l'Amérique de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Il montre clairement que la relation entre le savant et le politique n'est ni simple ni univoque, mais à l'inverse constituée d'allers-retours, de débats multiples et de conflits plus ou moins larvés.

Sous le regard des sciences sociales, la pauvreté revêt un double sens, comme le précise Serge Paugam : elle est « expérience vécue par des hommes et des femmes situés au bas de l'échelle sociale », mais aussi « un élément de la conscience que les sociétés modernes ont d'elles-mêmes et qu'elles cherchent le plus souvent à combattre »<sup>1</sup>. L'ouvrage de Romain Huret est le récit de cette prise de conscience, et l'histoire de ce combat. Il met en lumière l'émergence d'experts sur la pauvreté, décrit la façon dont ils s'emparent de cette question et retranscrit leur intervention dans le champ politique. À travers eux, c'est une histoire sociale de l'État et de ses institutions qui se trouve ici développée. Si elle apparaît par moments excessivement linéaire, cette histoire a le mérite de présenter la progressive construction de l'État-providence et de permettre de comprendre l'État-providence d'aujourd'hui : loin d'être un bloc monolithique amélioré au fil du temps, celui-ci résulte aussi de renoncements et de compromis.

La question essentielle que se posent ces « experts sociaux » est de savoir si la croissance économique peut éliminer la pauvreté. R. Huret montre combien cette question soulève aussitôt des interrogations – pour les intéressés comme pour celui qui analyse aujourd’hui leur action : sur les indicateurs à utiliser, les catégories pertinentes ou non, les seuils, relatifs ou absolus, qui disent ou taisent qui est pauvre et qui ne l’est pas. Car la lutte pour mettre fin à la pauvreté est en premier lieu un combat pour faire exister la pauvreté dans le monde scientifique, devant les hommes politiques, mais aussi dans la sphère publique, bref contre tous ceux qui s’étonnent que l’on puisse « sérieusement prétendre qu’il y a des pauvres dans le pays le plus riche du monde » (p. 141). C’est toute l’ambiguïté d’une époque qui apparaît sous la plume de l’auteur : une ère d’une extraordinaire prospérité où la lutte contre le communisme éclipse tout autant qu’elle décrédibilise, à la fois, la lutte contre la pauvreté et le terme même de « pauvres ». La première étape est donc de trouver les pauvres : définir et quantifier la pauvreté, pour sortir du cadre restrictif d’une pauvreté volontaire et absolue.

Ce travail scientifique d’élaboration d’une catégorie assume une double fonction : il contribue à structurer un milieu – que l’auteur désigne sous le vocable de « nébuleuse » ou « experts » mais qu’il personnifie en s’intéressant aux personnages les plus marquants de chaque administration ; il attire aussi l’attention des politiques sur la pauvreté, les obligeant à se positionner sur le terrain de l’action concrète. Là est mise en relief une conclusion essentielle de l’ouvrage : loin d’être automatiquement investis d’une autorité irréfutable, les experts – un groupe hétérogène où se côtoient universitaires de diverses disciplines, fonctionnaires du gouvernement et travailleurs sociaux – doivent eux-mêmes se forger cette autorité pour avoir une chance de s’imposer sur le terrain politique.

À partir du milieu des années 1960 débute, sous l’égide de l’administration Johnson, la « guerre à la pauvreté ». Mais, alors même qu’ils ont contribué à l’émergence de cette thématique, les experts se trouvent dépossédés de la conduite de cette guerre au profit

d’anciens du ministère de la Défense. Pour imposer leur solution, ils tentent d’en prouver la viabilité : lorsque l’administration Nixon se révèle plus favorable au revenu minimum garanti, l’université du Wisconsin réalise une expérience dans le New Jersey pour montrer que cette mesure ne diminue pas l’incitation au travail. Elle construit un échantillon témoin qui complète un groupe expérimental dans lequel les familles reçoivent un revenu complémentaire. Les résultats montrent qu’après l’expérience, le taux d’emploi est identique dans les deux groupes, indifférent au revenu complémentaire que les uns ont reçu, les autres pas. Mais cette démonstration ne suffit pas pour vaincre les réticences des parlementaires conservateurs, et le projet est peu à peu enterré.

Plus grave encore, les débats autour de la question d’un revenu minimum, illustrés tout particulièrement par le *Demogrant* promu par James Tobin et les démocrates – une taxe sur le capital pour financer un revenu garanti à chaque individu, homme, femme, enfant –, contribuent à renforcer les stéréotypes du pauvre assisté et la connotation péjorative du mot *welfare*. La pauvreté disparaît à nouveau aux yeux de l’opinion publique, et par ricochet à ceux des politiques, pour laisser place à l’assistantat.

Aujourd’hui, la lutte contre la pauvreté est plus que jamais d’actualité. À ce titre, l’ouvrage de R. Huret permet d’éclairer des problématiques encore largement débattues, par exemple en ce qui concerne les modalités de l’aide au tiers-monde. Preuve de l’actualité de ce combat, le titre même du livre qui reprend, peut-être sans le savoir, celui du manifeste d’un des hérauts de la lutte contre la pauvreté dans le tiers-monde, Jeffrey Sachs<sup>2</sup>. Surtout, aujourd’hui plus encore qu’hier, ce combat à ses experts, nombreux et spécialisés, plus ou moins médiatisés. Mais, même s’ils mettent à profit des techniques complexes et élaborées dans cette lutte<sup>3</sup>, ils restent tributaires des choix politiques ou des luttes d’influence ardues et changeantes. À lire l’ouvrage, on a quelque peu le sentiment qu’acquérir une reconnaissance scientifique irréprochable est la partie la plus aisée de leur travail. Une réforme de grande ampleur,

quelles que soient les compétences scientifiques ou qualités reconnues de ses promoteurs, doit s'appuyer sur les institutions existantes. Bénéficiaire de relais au sein du monde politique n'est nullement suffisant : on ne change pas une administration sans elle, pas plus que l'on n'impose un résultat, même scientifiquement accepté, sans l'adhésion de la société civile.

LIONEL KESZTENBAUM

1 - Serge PAUGAM, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2006, p. 223.

2 - Jeffrey SACHS, *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, The Penguin Press, 2005.

3 - Voir, par exemple, Abhijit V. BANERJEE et Esther DUFLO, *Repenser la pauvreté*, Paris, Éd. du Seuil, 2012.

### Jan Breman

*Outcast Labor in Asia Circulation and Informalisation of the Workforce at the Bottom of the Economy*  
New Delhi, Oxford University Press,  
2010, XII-391 p.

L'Asie connaît depuis cinquante ans une intensification de l'exode rurale analogue à celle qui a touché l'Europe, surtout la Grande-Bretagne, au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Or à la différence de ce qui s'est produit en Europe, les migrants issus des campagnes asiatiques se heurtent à la saturation du marché du travail et à des obstacles qui limitent leur installation définitive dans les villes. L'optimisme avec lequel Karl Polanyi concluait au triomphe de la société sur le marché est loin d'être de mise dans le cas des régimes de travail asiatiques.

Ce constat dressé par Jan Breman s'appuie sur cinq décennies de travaux menés en Inde, en Indonésie et, plus récemment, en Chine. En Inde, la population totale de travailleurs migrants serait de quelque 50 millions aujourd'hui, selon ses propres estimations. Il souligne l'existence, plutôt que d'une émigration permanente de travailleurs, d'un « nomadisme de travail massif » (p. 3). Il s'agit là

moins d'un phénomène migratoire que circulaire. Cette circulation résulte des conditions de recrutement de courte durée, et produit un effet en boucle puisqu'elle rend impossible toute installation durable et condamne les migrants à être « mobiles dans un état d'immobilité » (p. 13). En outre, cet afflux de migrants « circulaires » agit en retour sur la main-d'œuvre locale, laquelle, se retrouvant en surnombre, vient rejoindre les rangs de cette « armée de réserve ». Dès lors, en toute logique, l'ouvrage ne traite pas uniquement de la migration de travail circulaire mais plus largement de « l'informalisation » du travail. L'explosion du travail informel résulte des réformes entreprises depuis les années 1980 pour libéraliser l'économie indienne. L'informalité, souligne J. Breman, n'est pas uniquement une dimension de l'économie mais également de la gouvernance. Elle est soutenue par la vision dominante, celle notamment de la Banque mondiale, suivant laquelle l'informalité est une solution qui permettrait d'accélérer la croissance économique et de diminuer la pauvreté. Cette vision positive est également celle d'Immanuel Wallerstein qui voit, pour sa part, dans la déruralisation et l'absorption des migrants ruraux par le secteur informel urbain le prélude à leur transition vers le secteur formel. J. Breman conteste cette thèse de la « chambre d'attente » : en réalité, le passage au secteur formel ne s'effectue pas.

Au « macro-optimisme » d'I. Wallerstein, J. Breman oppose le « micro-pessimisme » auquel conduisent les résultats des enquêtes ethnographiques de terrain. L'ouvrage présente une abondance de matériaux empiriques tirés des travaux menés de longue date par l'auteur dans le Gujarat méridional et à Java, et plus récemment dans la zone économique spéciale de Xiamen en Chine, ainsi que des travaux menés par d'autres chercheurs, commentés de manière attentive et serrée. Le format choisi, celui d'une collection de textes dont la plupart sont des communications données lors de colloques, conduit à des redites et ne favorise pas une lecture linéaire. Ainsi la notion de secteur informel n'est-elle précisée qu'aux chapitres 7 et 8 après de multiples allusions.